



Pour une laïcité bien comprise

André Kopp, Plobsheim, réagit à l'ouvrage de Jean-Marie Gillig, *L'école laïque en Alsace et en Moselle : une histoire inachevée*, présenté dans les DNA du 17 juin :

« En aucun cas, la laïcité ne favorise l'athéisme, c'est même le contraire ; la loi de 1905 précise bien que la laïcité implique le respect de tous les cultes.

Faire évoluer l'enseignement religieux

Pourquoi parler d'organisations laïcardes : les syndicats d'enseignants, la Ligue de l'enseignement sont des organisations reconnues par l'État (le président de la République était présent au Congrès du 150^e anniversaire de la Ligue de l'enseignement) ; ces organisations ne veulent pas détricoter l'enseignement religieux, mais le faire évoluer ; dès qu'on n'est pas d'accord avec

les institutions en place (certaines comme la loi Falloux depuis 1850), on est accusé de sectarisme laïcard et d'acharnement antireligieux ; les propositions faites prouvent le contraire.

Personne ne demande la suppression de l'enseignement religieux ; le prétendre est une contre-vérité.

Que propose M. Gillig, ainsi que, par exemple, le Cercle Jean Macé ?

Trois propositions

- En 1974, les instituteurs ont été libérés de l'obligation de l'enseignement religieux. Il y en a fort peu qui le dispensent encore. Les parents devraient pouvoir choisir pour leurs enfants, à leur demande, l'enseignement religieux ;

- cet enseignement devrait se situer en dehors des 24 heures d'enseignement général pour donner à tous les enfants le

même nombre d'heures d'enseignement, comme le recommande l'Observatoire de la laïcité présidé par Jean-Louis Bianco ;

- l'heure d'enseignement moral pourrait être relayée par un enseignement de l'histoire des religions et de leur apport à la civilisation judéo-chrétienne.

Ce sont là des propositions de bon sens. Ces demandes ne datent pas d'hier : dans les années 80, M. Muckensturm, inspecteur d'Académie du Bas-Rhin, m'avait fait rencontrer, en ma qualité de secrétaire départemental du Syndicat des instituteurs du Bas-Rhin, l'évêque M^{gr} Brandt. Celui-ci avait parfaitement admis que la situation devait évoluer et écouté avec attention nos propositions... qui étaient les mêmes que celles d'aujourd'hui ! Il a alors demandé à M. Muckensturm de faire des propositions écrites. Quelques semaines

plus tard, il m'a fait savoir que ces propositions avaient été acceptées par les protestants et les israélites, mais repoussées par les catholiques. L'affaire s'est donc arrêtée là.

Près de 40 ans plus tard, nous en sommes au même point, alors que le nombre d'élèves présents pour l'enseignement religieux est en chute libre et que l'on doit ouvrir un cours de religion à partir de 10 élèves - loin des effectifs exigés pour l'ouverture d'une classe dans une école [NDLR: un cours et une classe ne reposent pas sur les mêmes règles d'ouverture].

Un combat d'arrière-garde

Ceux qui défendent le statut scolaire local mènent un combat d'arrière-garde et vont même parler de haine lorsqu'on veut le faire évoluer, les laïques (et non laïcards) ne tiennent pas ce langage, car la laïcité est le garant du vivre ensemble. » ■